



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION
DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES (CCFICS)

Vingt-septième session

Cairns (Australie)

16 – 20 septembre 2024

PROJET DE RÉVISION ET D'ACTUALISATION DES *PRINCIPES APPLICABLES À LA TRAÇABILITÉ/AU
TRAÇAGE DES PRODUITS EN TANT QU'OUTIL D'UN SYSTÈME D'INSPECTION ET DE
CERTIFICATION DES DENRÉES ALIMENTAIRES (CXG 60-2006)*

Étape 3

(Rapport préparé par le groupe de travail électronique¹ présidé par les États-Unis d'Amérique et coprésidé par l'Australie, l'Équateur, le Honduras et le Royaume-Uni)

Les membres et les observateurs du Codex qui souhaitent soumettre des observations à l'étape 3/4 à propos de ce document (appendice) sont priés de le faire conformément à la demande d'observations CL 2024/72-FICS disponible sur le site Internet du Codex/Lettres circulaires 2024:

<https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/resources/circular-letters/fr/>

INTRODUCTION ET CONTEXTE

1. En 2006, le Codex a adopté les *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006). Depuis l'adoption de ces principes en 2006, l'importance de la traçabilité et son rôle critique dans les systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA) sont devenus de plus en plus largement reconnus. Les orientations de 2006 ont établi le principe d'une étape en aval et d'une étape en amont, qui est désormais largement adoptée dans la plupart des systèmes réglementaires de contrôle des aliments. Toutefois, certains secteurs industriels et gouvernements réagissent aux risques accrus pesant sur les chaînes alimentaires en tirant parti des nouvelles technologies pour moderniser leurs systèmes de traçabilité. Lorsqu'ils sont mis en œuvre, ces systèmes améliorés permettent de reconnaître rapidement la source d'un problème dans une chaîne d'approvisionnement et de prendre ainsi des mesures correctives plus proportionnées à l'étendue et à la gravité du problème.

2. À sa 25^e session (2021), le Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) s'est penché sur un document préparé par les États-Unis et le Royaume-Uni visant à réexaminer les documents de principes du Codex afin de s'assurer que leur champ d'application et leur contenu restaient adaptés à leur objet. Malgré le peu de temps dont ils disposaient pour examiner la question, les membres se sont accordés à dire que la traçabilité était un sujet important méritant un débat plus approfondi lors de la 26^e session.

3. À sa 25^e session, le CCFICS est convenu qu'un groupe de travail électronique (GTE), coprésidé par les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, examinerait la nécessité de réviser et d'actualiser les *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006), et présenterait ses recommandations à la 26^e session. Le Comité a également reconnu qu'il serait utile de recueillir des informations auprès des exploitants du secteur alimentaire (ESA) sur les plateformes technologiques qu'ils utilisent afin de mieux comprendre comment l'utilisation des nouvelles technologies peut améliorer les systèmes de traçabilité. Le GTE a été chargé

¹ Australie, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Chine, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, Union européenne, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Mexique, Maroc, Norvège, Panama, République de Corée, Arabie Saoudite, Espagne, Thaïlande, Émirats arabes unis, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique, Uruguay, International Chewing Gum Association et Institute of Food Technologists.

d'élaborer un document de travail sur la traçabilité et un éventuel document de projet à présenter à la 26^e session.

4. Lors de la 26^e session du CCFICS (2023), les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, ont présenté les résultats des travaux du GTE. Un document de travail sur la révision et l'actualisation des *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006) a aussi été présenté. Le document de travail recommandait que le CCFICS examine l'opportunité d'entreprendre de nouveaux travaux pour actualiser ce document. Un projet de document a en outre été présenté. Une manifestation parallèle a été organisée pour fournir aux membres des orientations complémentaires en prévision des débats en plénière.

5. Le Comité est convenu de transmettre le document de projet sur la révision et l'actualisation des *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006) à la 46^e session de la CAC, pour approbation en tant que nouveau travail, et de créer un GTE, ouvert à tous les membres et observateurs, présidé par les États-Unis d'Amérique et coprésidé par l'Australie, l'Équateur, le Honduras et le Royaume-Uni, travaillant en anglais et en espagnol, sous réserve de l'approbation du nouveau travail, pour préparer un avant-projet de révision de ces principes, pour examen par le CCFICS à sa 27^e session.

PARTICIPATION ET MÉTHODOLOGIE

6. La date butoir pour l'inscription des membres et observateurs au forum du GTE avait été fixée au 10 août 2023. Vingt-neuf membres et deux observateurs ont répondu à l'invitation.

7. Un avant-projet d'orientations et un recueil des questions à soumettre au GTE ont été élaborés par le président et les coprésidents et diffusés parmi les membres du GTE en décembre 2023, en anglais et en espagnol. Le GTE était notamment invité à se pencher sur les questions suivantes:

- a. « La production, la transformation et la distribution » couvrent-elles toute la chaîne alimentaire?
- b. Serait-il préférable de définir l'« interopérabilité » d'une manière étroite, en se référant à l'échange d'informations numériques, ou d'une manière plus large, en se référant à tout type d'échange d'informations?
- c. Serait-il utile d'inclure d'autres définitions dans le document?
- d. Serait-il opportun de confier d'autres responsabilités aux autorités compétentes et aux exploitants du secteur alimentaire (ESA)?
- e. Serait-il utile d'inclure dans le document les facteurs de risque à prendre en compte?
- f. Le document devrait-il aborder d'autres éléments de communication propres à la traçabilité/au traçage des produits?

8. Un large consensus s'est dégagé sur le fait que la production, la transformation et la distribution sont des notions suffisamment larges. Le groupe de travail a fait valoir qu'une définition plus large de l'interopérabilité serait préférable. Les membres du GTE ont suggéré d'ajouter au document une définition de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. L'idée d'inclure dans le document les facteurs de risque à prendre en compte a fait l'objet d'un assentiment général, mais pas d'un consensus. Les membres sont généralement convenus que la section relative à la communication était complète.

9. En plus de répondre aux questions, les membres du GTE ont formulé de nombreuses observations utiles sur le texte qui ont été prises en compte dans la préparation du projet révisé.

10. Un deuxième projet d'orientations élaboré sur la base des observations écrites a été préparé et diffusé au sein du GTE, en anglais et en espagnol, en juin 2024. Ce deuxième projet demandait aux membres du GTE de se prononcer sur 10 questions issues de l'analyse des observations formulées lors du premier cycle de consultation:

- a. Convierait-il d'inclure une référence à d'autres documents du Codex, de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) ou de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA)?
- b. Le champ d'application devrait-il inclure les aliments pour animaux, les produits primaires et l'emballage des denrées alimentaires?
- c. Convierait-il d'ajouter deux principes supplémentaires?
- d. Les responsabilités des ESA devraient-elles inclure une responsabilité à l'égard des acheteurs?
- e. Y aurait-il lieu de faire référence à l'aide prodiguée à d'autres pays?

- f. Y aurait-il lieu d'inclure des informations permettant de caractériser un système de traçabilité/traçage des produits?
- g. Serait-il utile de fournir des exemples supplémentaires de conception de systèmes?
- h. Y aurait-il lieu d'inclure de la documentation supplémentaire sur la protection de l'information?
- i. Serait-il utile d'inclure des informations supplémentaires sur la communication et la coopération?
- j. Serait-il utile d'inclure en annexe une liste des définitions existantes pertinentes concernant les orientations en matière de traçabilité/traçage des produits?

11. Un large consensus s'est dégagé sur certaines des questions posées, notamment sur le fait que le document ne devrait pas faire référence à une responsabilité à l'égard des acheteurs, que les principes supplémentaires étaient utiles, qu'aucune référence supplémentaire n'était nécessaire concernant l'aide prodiguée aux autres pays, que les informations supplémentaires relatives à la caractérisation d'un système de traçabilité/traçage des produits et les informations supplémentaires sur la protection de l'information n'étaient pas nécessaires, et que les éléments relatifs à la communication et à la coopération devraient être conservés. Une légère préférence a été exprimée en faveur du maintien d'une référence à d'autres textes du Codex, de la CIPV et de l'OMSA, et de la suppression du segment supplémentaire relatif au champ d'application. Il n'y a pas eu de consensus sur l'inclusion d'une annexe contenant des définitions issues d'autres textes du Codex ni sur l'utilisation d'exemples liés à la conception du système.

RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS

12. Les coprésidents ont proposé de modifier le titre pour inclure des directives en plus des principes, et pour refléter la pertinence de la traçabilité/du traçage des produits dans le cadre d'un système national de contrôle des aliments (SNCA).

13. Les orientations s'inspiraient largement du document de principes existant et visaient à fournir des conseils supplémentaires aux autorités compétentes qui s'interrogeraient sur la manière d'intégrer au mieux la traçabilité/le traçage des produits dans leur SNCA.

14. Les sections portant sur les définitions et les responsabilités ont fait l'objet d'un accord substantiel. Les sections portant sur les principes et prescriptions juridiques ont recueilli un assentiment général, mais les membres sont toutefois convenus que le titre de la section « Prescriptions juridiques » devrait faire l'objet d'un débat plus approfondi.

15. Des divergences de vues se sont fait jour sur le champ d'application, une poignée de membres exprimant une préférence pour l'inclusion des aliments pour animaux et des emballages alimentaires, tandis que d'autres préféraient se concentrer sur les aliments. Les opinions divergeaient également sur la portée de la section relative aux bonnes pratiques, certains membres préférant qu'elle se limite aux systèmes et exigences de traçabilité/traçage des produits, tandis que d'autres souhaitaient retenir la définition plus large de la traçabilité/traçage des produits telle qu'elle figure actuellement dans le texte.

RECOMMANDATIONS

16. Le Comité est invité à:
- a. prendre note de l'important travail entrepris à ce jour et du soutien reçu pour réviser et actualiser le document CXG 60-2006;
 - b. examiner à l'étape 3 l'avant-projet de texte révisé présenté en appendice 1;
 - c. envisager de recommander à la 47^e session de la CAC de faire progresser le texte révisé à l'étape 5.

APPENDICE I**PROJET DE PRINCIPES ET DE DIRECTIVES SUR LA TRAÇABILITÉ/LE TRAÇAGE DES PRODUITS DANS LE CADRE D'UN SYSTÈME NATIONAL DE CONTRÔLE DES ALIMENTS****(Étape 3)****PRÉAMBULE**

1. [La traçabilité/le traçage des produits consiste à acquérir des informations sur les produits alimentaires, qui peuvent être recueillies tout au long de la chaîne d'approvisionnement jusqu'au consommateur.] La traçabilité/le traçage des produits peut être appliquée, lorsqu'il y a lieu, dans le cadre d'un système national de contrôle des aliments (SNCA) pour contribuer à protéger les consommateurs contre les risques d'origine alimentaire et les pratiques commerciales frauduleuses ou trompeuses et à faciliter les échanges commerciaux sur la base d'une description précise des produits.
2. Les présentes directives visent à promouvoir les bonnes pratiques et non à imposer une méthode unique de traçabilité/traçage des produits.
3. En cas d'épidémie ou de contamination d'origine alimentaire, la traçabilité/le traçage efficace des produits permet aux autorités compétentes et aux exploitants du secteur alimentaire (ESA) de trouver rapidement la source de la contamination, d'en déterminer le lieu d'origine possible, et de déterminer la portée et l'étendue de la distribution du produit impliqué. Cela permet d'accélérer le retrait du marché du produit concerné et de réduire ainsi les cas d'apparition de maladies d'origine alimentaire. Un système efficace de traçabilité/traçage des produits permet de réduire l'ampleur des opérations de retrait du produit concerné, de limiter ainsi le gaspillage alimentaire et de minimiser les coûts pour les producteurs et les autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement.
4. Une traçabilité/un traçage des produits plus robuste peut également dissuader les activités frauduleuses et réduire les risques d'incidents le long des chaînes d'approvisionnement alimentaire, et constituer une source de données probantes pour les enquêtes en cas d'activités frauduleuses présumées ou avérées.
5. La traçabilité et/ou le traçage des produits peuvent contribuer à accroître la transparence et la confiance des pays importateurs dans la sécurité sanitaire, la qualité et la provenance des denrées alimentaires, ce qui facilite les échanges commerciaux et peut apporter une valeur ajoutée pour les acheteurs/vendeurs.
6. La traçabilité et/ou le traçage des produits peuvent faciliter l'identification des risques liés à la production de denrées alimentaires. Cependant, un SNCA exige des mesures appropriées pour améliorer la sécurité alimentaire et l'équité du commerce des denrées alimentaires.
7. La disponibilité et l'application de nouvelles technologies — par exemple, les outils numériques — peuvent faciliter la traçabilité/le traçage des produits en permettant un accès plus rapide aux informations relatives à la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Les outils numériques peuvent améliorer la communication entre les chaînes d'approvisionnement alimentaire et jouer un rôle essentiel dans l'amélioration de la traçabilité afin de gérer efficacement les risques et d'y répondre. Pour que cela fonctionne, les technologies numériques s'appuient sur des lignes directrices et des normes capables d'assurer l'interopérabilité des données échangées et de faciliter la communication à travers la chaîne d'approvisionnement alimentaire.
- 7bis. Ces directives devraient être lues en parallèle avec les textes pertinents du Codex ainsi qu'avec ceux adoptés par la CIPV et l'OMSA, le cas échéant.

CHAMP D'APPLICATION

8. Le présent document fournit des directives pour aider les autorités compétentes à fournir les informations requises sur la traçabilité/le traçage des produits dans le cadre de leur SNCA. Il fournit aussi des directives visant à aider les exploitants du secteur alimentaire (ESA) dans la mise en œuvre de la traçabilité et/ou du traçage des produits dans le cadre de leurs opérations et tout au long de la chaîne alimentaire.

DÉFINITIONS

9. Lorsque des termes figurant dans le présent document ont été définis dans des textes antérieurs du Codex, ces définitions s'appliquent au présent document (voir annexe 1). Dans le cas contraire, les définitions suivantes sont à retenir:

Traçabilité/traçage des produits²: « capacité à suivre le mouvement d'une denrée alimentaire à travers une (des) étape(s) spécifiée(s) de la production³, de la transformation et de la distribution ⁴ ».

Système de traçabilité/traçage des produits: mécanisme mis en place pour recueillir, traiter, visualiser et analyser les données et les informations relatives au traçage.

Interopérabilité: aptitude à échanger des données/informations entre différents systèmes de gestion des données.

Chaîne d'approvisionnement alimentaire: ensemble des activités nécessaires pour amener un produit de sa production initiale à sa livraison aux consommateurs finaux, en passant par les phases intermédiaires de la production.

PRINCIPES

10. Ces principes portent sur le contexte, la raison d'être, la conception et l'application de la traçabilité/du traçage des produits au sein d'un SNCA.

a. La traçabilité/traçage des produits devrait être conçue de manière à appuyer les objectifs d'un SNCA.

Une traçabilité/un traçage robuste des produits capable de recenser et d'extraire des données/informations fiables sur l'origine ou le mouvement d'un aliment et/ou de l'un de ses ingrédients et de son emballage, ainsi que sur les étapes du processus qui y sont associées, est un élément important d'un SNCA efficace.

b. Les exigences en matière de traçabilité/traçage des produits devraient être proportionnelles au risque.

Les autorités compétentes et les ESA devraient prendre en considération les risques posés par et pour les produits alimentaires, ainsi que les capacités et les ressources dont ils disposent pour gérer ces risques. La capacité de tracer les produits une étape en aval et une étape en amont devrait être le minimum exigé en matière de traçabilité/traçage des produits.

c. La traçabilité/le traçage des produits devrait faciliter l'échange de données/d'informations tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, y compris entre les ESA et les autorités compétentes.

Les autorités compétentes devraient tenir compte de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire au moment de concevoir et de mettre en œuvre la traçabilité/le traçage des produits au sein d'un SNCA. L'application de la traçabilité/du traçage des produits devrait être pratique⁵, être techniquement réalisable, être économiquement viable pour un ESA et faire partie intégrante du SNCA, et éviter de créer des obstacles inutiles.

La traçabilité/le traçage des produits devrait améliorer la communication entre les parties concernées, faciliter la normalisation, l'utilisation appropriée et la fiabilité des données/informations, et améliorer l'efficacité et la productivité de l'organisation.

d. La traçabilité/le traçage des produits devrait favoriser l'échange de données/d'informations tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (interopérabilité).

L'interopérabilité entre les systèmes peut permettre aux autorités compétentes des pays exportateurs et importateurs et aux ESA d'échanger des données/informations entre différents systèmes, sans les contraindre à utiliser nécessairement la même plateforme technologique opérationnelle ou exclusive.

e. La mise en œuvre de la traçabilité et/ou du traçage des produits au sein d'un SNCA ne devrait pas restreindre inutilement les échanges.

f. Différents systèmes de traçabilité/traçage des produits peuvent conduire aux mêmes objectifs et résultats.

Un pays exportateur ne devrait pas être tenu de reproduire l'outil (c'est-à-dire mettre en place le même outil) de traçabilité/traçage des produits que celui utilisé, le cas échéant, par le pays importateur.

² Définition originale du Manuel de procédure de la Commission du Codex Alimentarius. Les notes de bas de page sont ajoutées en guise d'explication supplémentaire ou de référence.

³ La production peut inclure une production primaire, c'est-à-dire les étapes de la chaîne alimentaire allant jusqu'au stockage et, le cas échéant, au transport des produits de l'agriculture. Il s'agit des cultures, de l'élevage de poissons et d'animaux, et de la récolte de plantes, d'animaux ou de produits animaux dans une exploitation ou dans leur habitat naturel. (CXC 1-1969)

⁴ La distribution comprend la distribution au niveau du client. Elle peut comprendre, entre autres, la manutention, le stockage et le transport.

⁵ Par exemple, pour les produits agricoles bruts qui peuvent être mélangés lors de la collecte.

Responsabilités

11. Les responsabilités des autorités compétentes sont les suivantes:

- a. Établir et mettre en œuvre les prescriptions juridiques appropriées en matière de traçabilité/traçage des produits fondée sur le risque.
- b. Élaborer et maintenir une infrastructure appropriée pour accéder aux données/informations relatives à la traçabilité/au traçage des produits, gérer ces données/informations et les évaluer.
- c. Mettre en place et maintenir des contrôles pour garantir la confidentialité, le cas échéant, des données/informations de traçabilité/traçage des produits sensibles pour l'entreprise lorsqu'elles sont partagées par un ESA.
- d. Communiquer avec les parties prenantes, notamment pour fournir des orientations afin d'aider les ESA à mettre en œuvre les exigences de traçabilité, le cas échéant.

12. Les responsabilités des ESA sont les suivantes:

- a. Mettre en place et maintenir des systèmes de traçabilité/traçage des produits, conformément aux exigences nationales et, en cas d'exportation de produits, aux exigences des pays importateurs.
- b. Partager les données/informations pertinentes avec d'autres ESA de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, conformément aux exigences du SNCA, le cas échéant, afin de permettre la traçabilité/le traçage des produits.
- c. Fournir à une autorité compétente, sur demande et dans les délais impartis, des données/informations relatives à la traçabilité/au traçage des produits, conformément aux exigences du SNCA.
- d. Tester leur système de traçabilité/traçage des produits pour s'assurer qu'il fonctionne comme prévu.
- e. Mettre en œuvre le système de traçabilité/traçage des produits adapté à l'organisation, au secteur, au profil des fournisseurs, aux exigences des clients (exigences contractuelles) et aux prescriptions juridiques. Sur cette base, évaluer les besoins internes et externes. Recenser les données/informations qui doivent être tracées et définir les paramètres de traçabilité.
- f. Indiquer comment la continuité et la confidentialité des données/informations seront garanties tout au long des étapes de l'application du système de traçabilité/traçage des produits.

Prescriptions juridiques

13. L'outil de traçabilité/traçage des produits devrait être capable de déterminer à n'importe quel point de la chaîne alimentaire l'origine du produit (une étape en amont) ainsi que sa destination (une étape en aval), le cas échéant, pour répondre aux objectifs du SNCA.

14. Les autorités compétentes doivent tenir compte des éléments suivants lorsqu'elles élaborent les prescriptions juridiques relatives à l'utilisation de la traçabilité/du traçage des produits dans le cadre de leur SNCA:

- a. les risques évalués en matière de sécurité sanitaire des aliments et/ou les caractéristiques des pratiques commerciales potentiellement trompeuses visées;
- b. l'objectif des données/informations relatives à la traçabilité/au traçage des produits au sein de leur SNCA et l'établissement d'exigences en matière de données/informations correspondant aux besoins de leur SNCA;
- c. l'existence ou la nécessité d'un cadre juridique approprié pour la mise en œuvre de la traçabilité/du traçage des produits;
- d. la pertinence d'imposer des exigences supplémentaires en matière de protection des données/informations dans le cadre de la législation nationale pour garantir la protection des données/informations commercialement sensibles.

15. Au moment de fixer les exigences de traçabilité/traçage des produits en tenant compte des risques pour des produits ou secteurs spécifiques, les autorités compétentes et les ESA souhaiteront peut-être tenir compte des éléments suivants:

- a. les risques connus d'un aliment particulier du point de vue de la sécurité sanitaire et de la fraude alimentaire;
- b. la probabilité qu'une denrée alimentaire donnée présente un risque élevé de contamination ou de fraude alimentaire en raison de sa nature ou des procédés utilisés pour sa production;

- c. l'étape du processus de fabrication ou de distribution de la denrée alimentaire où la contamination ou la fraude alimentaire est la plus susceptible de se produire;
- d. la probabilité de contamination ou de fraude alimentaire et les mesures prises au cours du processus de fabrication ou de distribution pour réduire cette probabilité;
- e. la probabilité que la consommation d'une denrée alimentaire donnée provoque une maladie d'origine alimentaire due à la contamination de cette denrée;
- f. la gravité probable ou connue, y compris les incidences sanitaires et économiques, d'une maladie d'origine alimentaire ou d'une fraude alimentaire attribuée à une denrée alimentaire donnée.

Bonnes pratiques

- 16. La traçabilité/le traçage des produits doit soutenir les objectifs du SNCA, et le champ d'application, la finalité, les objectifs et les spécifications de la traçabilité/du traçage des produits doivent être clairement décrits.
- 17. L'application de la traçabilité/du traçage des produits devrait prendre en compte les capacités des pays en développement.
- 18. Les objectifs, la portée et les procédures connexes d'un système de traçabilité/traçage des produits dans le cadre d'un SNCA devraient être transparents et, sur demande, mis à la disposition des autorités compétentes du pays exportateur.
- 19. Lorsque, dans le contexte de la traçabilité/du traçage des produits, des objectifs ou résultats du système d'inspection et de certification des denrées alimentaires d'un pays importateur ne peuvent être satisfaits par un pays exportateur, le pays importateur devrait envisager de lui fournir une assistance, en particulier s'il s'agit d'un pays en développement. Cette assistance peut comprendre des délais étendus de mise en œuvre, une certaine souplesse en matière de conception et une assistance technique, de sorte que les objectifs et résultats du SNCA du pays importateur puissent être satisfaits.

Conception du système de traçabilité/traçage

- 20. Un système de traçabilité/traçage des produits comporte deux aspects principaux: 1) les données/informations à conserver et à collecter; 2) les moyens de collecte, de stockage et de présentation des données/informations, par exemple sous forme numérique ou sur papier.
- 21. Au moment de définir les données/informations de traçabilité/traçage des produits à conserver et à recueillir, les autorités compétentes souhaiteront peut-être prendre en compte les éléments suivants:
 - a. Les situations où les ESA seront invités à fournir des données/informations à l'autorité compétente, par exemple lors d'une enquête sur une flambée d'origine alimentaire, pour recenser les produits faisant l'objet d'un rappel ou pour détecter une fraude alimentaire.
 - b. Les données/informations minimales nécessaires pour établir une traçabilité/un traçage des produits suffisants pour gérer des risques spécifiques.
 - c. Les exigences en matière de données/informations communes à partager entre les ESA pour faciliter la traçabilité/le traçage des produits; les autorités compétentes peuvent envisager d'établir des exigences en matière de données/informations qui permettent de relier les produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, comme les codes de production ou de lot.

Un ESA ne devrait pas être tenu de soumettre des données/informations confidentielles sensibles à d'autres ESA au sein de sa chaîne d'approvisionnement alimentaire.
 - d. Les activités de l'ESA auront-elles une incidence sur les données/informations relatives à la traçabilité/au traçage des produits qu'il est tenu de conserver? Par exemple, les exigences en matière de données/informations de traçabilité/traçage des produits seront-elles différentes pour un ESA qui fabrique un nouveau produit alimentaire et pour un ESA qui ne fait que distribuer des produits alimentaires finis (sans transformation supplémentaire)?
 - e. Comment les éléments de données doivent être liés (au minimum, une étape en aval/une étape en amont) au sein des dossiers d'un ESA et tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, en fonction du rôle de l'ESA?
 - f. Quel sera le délai de conservation des documents par les ESA?
- 22. Au moment d'établir les exigences relatives à la présentation des données/informations sur la traçabilité/le traçage des produits, les autorités compétentes souhaiteront peut-être prendre en compte les éléments suivants:

- a. Quelles exigences et conventions en matière de données doivent être mises en place pour garantir l'utilité et la fiabilité des données/informations (interopérabilité)?
 - b. Les registres doivent-ils être conservés sur papier ou sous forme électronique?
 - c. Comment et sous quelle forme les ESA soumettront-ils les données/informations à l'autorité compétente, lorsque celle-ci le leur demandera?
 - d. Quelles sont les exigences en matière de sécurité des données/informations à respecter pour protéger les données/informations sensibles?
23. Un système de traçabilité/traçage des produits doit être neutre sur le plan technologique, afin de pouvoir être utilisé par tous les ESA, quelles que soient leurs contraintes ou les ressources dont ils disposent. Un système neutre sur le plan technologique facilitera également l'adaptation aux progrès technologiques.
24. [Pour encourager l'interopérabilité, il peut être utile de normaliser la syntaxe (la forme) et la sémantique (le sens) des données/informations qui sont partagées en tout ou en partie par différents systèmes. Ce partage peut être interne (entre les différents processus d'entreprise d'une organisation) ou externe (entre différentes organisations).] Les autorités compétentes pourraient envisager d'utiliser des normes internationales⁶ en guise de référence pour la traçabilité/le traçage de leurs produits.
25. Au moment d'élaborer leur approche en matière de traçabilité/traçage des produits, les autorités compétentes pourraient se pencher sur la manière dont les données/informations relatives à la traçabilité/aux produits des ESA peuvent être partagées au sein de leur propre SNCA et avec les SNCA des pays importateurs. Elles pourraient s'inspirer d'autres secteurs dans lesquels elles ont mis en place un partage électronique des données/informations — par exemple, la certification électronique — lorsqu'elles mettront en place leur système de traçabilité/traçage des produits.

Protection de l'information

26. Les autorités compétentes doivent mettre en place des mesures de sécurité appropriées pour garantir la confidentialité et la protection des données/informations fournies par les ESA et les autres parties prenantes. Elles souhaiteront peut-être s'assurer que leur législation nationale prévoit des mesures suffisantes de protection de l'information.
27. Des accords de partage des données entre les autorités compétentes pourraient s'avérer nécessaires pour offrir un mécanisme de gouvernance solide permettant le partage des données tout au long de la chaîne d'approvisionnement, en fournissant les garanties nécessaires en matière de protection et de sécurité des données.

Communication et coopération

28. Les autorités compétentes pourraient s'inspirer des orientations existantes pour établir la communication relative à la traçabilité/au traçage des produits entre les autorités compétentes, par exemple, CXG 89-2016 — *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* — et CXG 82-2013 — *Principes et directives concernant les systèmes nationaux de contrôle des aliments*.
29. Les autorités compétentes pourraient exiger des données/informations de la part des ESA dans un délai déterminé, et demander des données/informations pertinentes sur la traçabilité/le traçage des produits à d'autres autorités compétentes pour les besoins de leurs enquêtes; par exemple, lors d'un incident de sécurité sanitaire des aliments, pour recenser les produits alimentaires concernés et traiter tout risque pour la santé publique ou toute fraude alimentaire.
30. Les autorités compétentes devraient répondre en temps utile aux demandes de données/informations relatives à la traçabilité/au traçage des produits émanant d'autres autorités compétentes, dans le respect de leur législation nationale et des exigences pertinentes en matière de protection des données/informations. [Lorsque les demandes de données/informations sur la traçabilité/le traçage des produits sont liées à un incident ou à une urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments et qu'elles visent à déterminer les produits alimentaires concernés et à traiter les risques éventuels pour la santé publique, les autorités compétentes pourraient se référer au document CXG 19: 1995, *Principes et directives Codex pour l'échange d'informations dans les situations d'urgence en matière de sécurité sanitaire des aliments*.]

⁶ [GS1 est un exemple d'organisme ayant élaboré des normes relatives à ses données].

Annexe 1: Définitions

Définitions tirées d'autres textes du Codex applicables dans le contexte actuel:

Denrée alimentaire: on entend par denrée alimentaire toute substance traitée, partiellement traitée ou brute, destinée à l'alimentation humaine; ce terme englobe les boissons, le chewing-gum et toutes les substances utilisées dans la fabrication, la préparation ou le traitement des aliments, à l'exclusion des cosmétiques ou du tabac ou des substances employées uniquement comme médicaments (Manuel de procédures du Codex).

Exploitant du secteur alimentaire (ESA): L'entité responsable de l'exploitation d'une entreprise à n'importe quelle étape de la chaîne alimentaire. (CXC-1-1969)

Sécurité sanitaire des aliments: Assurance que les aliments ne causeront pas d'effets nocifs pour le consommateur quand ils sont préparés et/ou consommés conformément à l'usage auquel ils sont destinés. (CXC 1-1969)

Production primaire: Premières étapes de la chaîne alimentaire jusqu'au stockage et, le cas échéant, au transport des produits de l'agriculture. Cela comprend la culture, l'élevage de poissons et d'animaux terrestres, ainsi que la récolte de plantes, d'animaux ou de produits animaux dans une exploitation ou dans leur habitat naturel. (CXC 1-1969)